

Motion adressée aux personnels de l'Education et aux parents d'élèves

Nous, personnels de l'Education, syndiqués et non syndiqués, réunis en AG le 26 janvier 2021 à Laval, avec la FNEC-FP FO, la FSU, CGT Educ'action et SUD Education, nous nous adressons aux collègues, aux parents d'élèves et plus largement aux défenseurs du service public d'Education en Mayenne. Il nous paraît indispensable d'informer le plus largement possible, au-delà des personnels de l'Education, de l'état de nos établissements scolaires et des projets funestes du gouvernement Macron pour l'école Publique.

Du fait des réformes en cours, la dégradation de l'école s'accélère. L'enseignement est mis à mal dans un grand projet d'ubérisation de l'école de la république. Les contractuels AED (assistant d'Education) et AESH (accompagnant les élèves en situation de handicap) sont les premiers maltraités du système. Ils sont fragilisés à cause de la précarité de leurs contrats. Ils sont sous-payés, peu ou mal formés, corvéables et jetables à merci. L'Education Nationale est désormais administrée comme une entreprise privée avec comme seule boussole la gestion financière. Le manque de remplaçants et les récentes fermetures de postes annoncées, montrent que le gouvernement préfère la précarité à la sécurité des personnels.

Le statut des enseignants est en train d'être remis en cause. Le Grenelle de Blanquer qui vient de se terminer est un pas supplémentaire pour abattre nos statuts. Ce sont nos statuts qui protègent et garantissent la sérénité de l'exercice de la mission de service public des enseignants. Ce qui s'annonce ne fera qu'augmenter les souffrances au travail des enseignants qui ne pourront plus assurer un enseignement de qualité. Par ailleurs cela viendra dégrader la qualité de l'accueil et de l'apprentissage des élèves et générera davantage d'inégalités entre les élèves. Pressions quotidiennes, augmentation de la charge administrative inutile et parfois absurde, des responsables hiérarchiques hors-sol...

Ce Grenelle confirme le mépris total du métier de l'enseignant. La maigre augmentation prévue par le ministre Blanquer ne saura compenser les attaques graves à venir. Elle ne concernera que 30% des personnels et il n'y a rien de prévu pour les AESH qui font un métier indispensable au bon fonctionnement des écoles. N'oublions pas que bien des AESH vivent sous le seuil de pauvreté (700 euros mensuels net en moyenne) !

Tout cela s'articule parfaitement avec la loi de transformation de la Fonction Publique, et la précarité dans l'Education s'installe à tous les niveaux : AESH, AED, contractuels enseignants, contractuels administratifs...

La médecine scolaire et le médico-social éducation Nationale seraient bientôt transférés aux collectivités.

Le ministre profite de la crise sanitaire pour détruire le Baccalauréat diplôme national, et imposer le contrôle continu.

Face aux annonces gouvernementales qui mythifient l'inclusion des élèves en situation de handicap, nous constatons une multiplication de situations d'élèves avec notification MDA qui n'est pas respectée. De ce fait, des élèves sans accompagnant (AESH) se retrouvent en grande souffrance dans les classes. Bien souvent dans nos classes les situations sont explosives, tant pour les enseignants, les AESH que pour les élèves, et l'institution ne fait rien, pire elle continue de réduire les moyens dédiés à l'enseignement spécialisé.

La gestion catastrophique de la crise sanitaire enfonce le clou et augmente la colère des collègues déjà bien présente.

Dans le même temps, nous apprenons que le Ministre Blanquer vient d'amputer de 212 millions d'euros le budget de l'Éducation, comme il l'avait déjà fait en 2018, tout supprimant des postes, et en augmentant les hauts cadres de l'Éducation Nationale (parfois de 800 euros mensuels pour des cadres du ministère, soit plus que le salaire mensuel d'un AESH). En parallèle, la communication du ministre va bon-train, et nous apprenons la plupart du temps les consignes ministérielles via les médias. Tout ceci est scandaleux !

**Nous sommes déterminés à faire passer ce message fort :
Ensemble nous pouvons résister, et nous pouvons gagner !**

Pour toutes ces raisons et pour préserver le statut de fonctionnaire d'état, seul garant de la qualité de l'enseignement pour nos élèves et vos enfants, nous appelons tous les collègues du département à se réunir dès que possible dans leurs établissements, à solliciter leurs syndicats pour l'organisation de RIS et d'AG, afin de compléter la liste des revendications et de décider des moyens pour les faire aboutir.

- **Revalorisation indiciaire substantielle et immédiate pour tous les personnels**
 - **Rattrapage intégral (20%) des pertes salariales subies depuis 2000, avec la revalorisation de la valeur du point d'indice**
- **Créations de postes statutaires pour répondre à tous les besoins, ainsi que l'ouverture des listes complémentaires des concours**
- **Titularisation des précaires dans le cadre de la Fonction publique de l'Etat**
 - **Arrêt des suppressions d'emplois**
 - **Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH**
 - **Abandon du Grenelle Blanquer**

Motion adoptée à l'unanimité